

DISCOURS DE BRUNO CATTIN

J'ai décidé de proposer ma candidature à la présidence de l'agence d'urbanisme de la région grenobloise et je voudrais vous expliquer ce que pour moi l'Agence représente.

L'Agence est tout d'abord notre mémoire. Elle est le dépositaire de l'histoire de nos territoires. Depuis plus de 50 ans, elle accompagne l'évolution de la grande région grenobloise. Elle est la mémoire de nos succès. Elle est la mémoire de nos échecs. Elle est la mémoire de nos audaces tout autant que de nos renoncements.

Cette capacité à assurer des continuités est l'un des bénéfices majeurs des outils de l'ingénierie publique. L'agence d'urbanisme en est la parfaite illustration

L'Agence est aussi un outil de dialogue entre nos territoires. Outil partenarial, elle nous a aidé à mieux nous connaître, à mieux nous comprendre, à mieux nous respecter. Elle constitue un espace de rencontre et un espace de dialogue.

J'évoquais lors de l'élection du président du SMMAG, ma conviction que, 40 ans après le début de la décentralisation, les territoires sortaient de l'adolescence et terminait enfin leur crise de croissance. J'ai en effet la conviction que l'heure n'est plus au redécoupage et à l'extension des périmètres mais à la coopération. Aucun des grands enjeux auxquels nous sommes confrontés ne trouvera de réponse pertinente en restant prisonniers de nos limites territoriales. Nous ne réussissons pas la transition vers la ville et le territoire durables en nous retranchant dans nos périmètres.

Que cela nous plaise ou non, nous appartenons tous au même système territorial. Que cela nous plaise ou non, nous sommes interdépendants.

Cette interdépendance a nécessairement un impact majeur sur la manière de concevoir mais aussi, de produire des politiques publiques. On arrive aux limites d'une logique dans laquelle chaque territoire, chaque collectivité, produit de la politique et des services publics de manière autonome, sans se préoccuper de ce que font les autres territoires et les autres collectivités. Dans un système territorial dans lequel les différents territoires qui le composent sont interdépendants, les enjeux sont nécessairement multiscales : il ne s'agit plus d'empiler des politiques publiques plus ou moins convergentes mais de déployer une même politique aux différentes échelles du système territorial. La vision multiscale est dans l'ADN de l'Agence. Depuis longtemps, elle nous incite à lever la tête, à sortir de nos périmètres, à penser le « dehors » autant que le « dedans ».

Les transitions imposent aussi de sortir des organisations en silo et de faire converger un grand nombre de politiques publiques souvent appréhendées de manière isolée dans nos collectivités. Par sa vision transversale, grâce à ses équipes pluridisciplinaires, l'Agence nous aide à décloisonner l'action publique.

Enfin, l'Agence est l'instrument qui nous aide à voir plus clair, à voir plus loin. J'entends souvent dire que la parole technique étouffe la parole politique. Rien n'est plus faux que cela. On ne devient pas omniscient par l'onction du suffrage universel. L'expertise est le carburant de la réflexion politique. Ce n'est pas en étouffant la parole technique que l'on rehaussera la parole politique.

Les outils de l'ingénierie publique sont parties-prenantes de l'intelligence territoriale nécessaire aux décideurs. Ils contribuent à une gouvernance éclairée. Nous avons la chance d'avoir une agence parmi les plus performantes de France. Aucune de nos collectivités, la Métropole y compris, n'a seule, les moyens, de réunir autant d'expertise. Cette mutualisation de l'expertise est d'ailleurs le premier acte de solidarité entre nos territoires.

L'Agence est donc ainsi tout à la fois le dépositaire de notre mémoire collective, le principal outil par lequel dialoguent nos territoires, et l'instrument nous permettant de faire des choix éclairés et d'exercer pleinement notre mission d'élu.

J'ai la conviction que le contexte environnemental mais aussi économique, social et politique, appelle de profondes remises en cause de nos modes de pensée, de nos priorités, du contenu même de nos politiques publiques tout autant qu'un changement radical de nos organisations.

Le mandat que nous entamons sera nécessairement différent de tous les mandats précédents. La crise sanitaire nous rappelle avec brutalité la nécessité de repenser de manière fondamentale notre rapport à la nature. Cependant, la question environnementale n'est pas dissociable de la question sociale : nous devons prendre la mesure du développement des inégalités, des fractures sociales et des fractures territoriales qu'elles génèrent ; de l'exaspération de certains, du désespoir d'autres. Enfin, l'enchaînement des crises environnementales, économiques, sociales ; le sentiment de plus en plus partagé par nos concitoyens que la République ne répond plus, que l'action publique ne parvient plus à changer le quotidien des gens, sape en profondeur le lien social et le lien citoyen et appelle une nouvelle conception de « l'agir politique et social ».

Nous savons que nous devons changer de logiciel mais bon nombre des réponses pour aborder le « monde d'après » restent encore à inventer.

Le savant est celui qui pose les bonnes questions a-t-on coutume de dire. Là est notre rôle d'élu. Mais pour trouver les bonnes réponses, nous avons aussi besoin d'intelligence, nous avons besoin d'innovation, nous avons besoin d'expertise : c'est tout cela que l'agence d'urbanisme nous apporte.